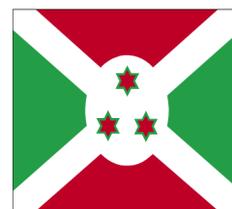


# REPUBLIQUE DU BURUNDI



## MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

### AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS « ARMP »

AUDIT DE QUALITE INDEPENDANT DE LA CONFORMITE DES PROCEDURES DE PASSATION  
ET D'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS DU BURUNDI SUR LES EXERCICES BUDGETAIRES  
2018-2019 ET 2019-2020

-----  
OFFICE NATIONAL DES PENSIONS ET RISQUES PROFESSIONNELS DES FONCTIONNAIRES,  
DES MAGISTRATS ET DES AGENTS DE L'ORDRE JUDICIAIRES (ONPR)

-----  
RAPPORT DEFINITIF

Bujumbura, Juillet 2022

AUDITEUR INDEPENDANT

**CABINET : BCPA INTERNATIONAL**



Rohero II, Av. Bututsi n°38, Bujumbura Mairie

Tél: +257 22278230

Gsm: +257 71210288/ +257 75694489

E-mail : [info@bcpainternational.com](mailto:info@bcpainternational.com)

Website: [www.bcpainternational.com](http://www.bcpainternational.com)

## SOMMAIRE

### Pages

SOMMAIRE.....	1
LISTE DES ABREVIATIONS.....	2
I. LIMITATIONS GENERALES.....	3
II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION.....	3
III. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	4
IV. RAPPORTS ATTENDUS.....	5
V. METHODOLOGIE UTILISEE.....	6
VI. PROCEDURES DE PLANIFICATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES.....	8
VII. VISITES DE TERRAIN.....	10
VIII. EXAMEN APPROFONDI ET DETAILLE DES MARCHES PASSES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	11
A. EXERCICE 2018-2019.....	12
B. EXERCICE 2019-2020.....	19
IX. OBSERVATIONS DE L'AUDITEUR SUR LES CONSTATS DEGAGES.....	30
X. OBSERVATIONS DE L'AUDITE.....	30
XI. RECOMMANDATIONS.....	30
XII. CONCLUSION.....	30

## LISTE DES ABREVIATIONS

<b>SIGLE</b>	<b>SIGNIFICATION</b>
<b>AAO</b>	Avis d'Appel d'Offres
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation de Marché
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>ANO</b>	Avis de Non-Objection
<b>AOO</b>	Appel d'Offres Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'Offres Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>CCAP</b>	Cahier des Clauses Administratives Particulières
<b>CCAG</b>	Cahier des Clauses Administratives Générales
<b>CCTG</b>	Cahier des Causes Techniques Générales
<b>CCTP</b>	Cahier des Causes Techniques Particulières
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CPM</b>	Commission de Passation des Marchés
<b>COMESA</b>	Common Market for Eastern and Southern Africa
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>Décret n°100/120</b>	Décret N°100/120 du 08 Juillet 2008 portant création, organisation et fonctionnement de la DNCMP
<b>Décret n°100/123</b>	Décret N°100/123 du 11 Juillet 2008 portant création, organisation et fonctionnement de la cellule de gestion des marchés publics
<b>DNCMP</b>	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
<b>GBE</b>	Garantie de Bonne Exécution
<b>IS</b>	Instructions aux Soumissionnaires
<b>ONPR</b>	Office National des Pensions et risques Professionnels des Fonctionnaires, des Magistrats et des Agents de l'Ordre Judiciaire
<b>Ord 540/7/2009</b>	Ordonnance n°540/7/2009 du 05/01/2009, portant mise en place de documents-types de passations des marchés
<b>Ord 540/2008</b>	Ordonnance n°540/1035/2008 du 06/10/2008 portant seuil de passation, de contrôle et de publication des marchés publics
<b>PPM</b>	Plan de Passation de Marchés
<b>PV</b>	Procès-Verbal
<b>RPAO</b>	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
<b>TDR</b>	Termes De Référence

## **I. LIMITATIONS GENERALES**

Avant le démarrage de la mission, l'Auditeur s'est heurté aux difficultés de sélection de l'échantillonnage des marchés contrôlés a posteriori dans la mesure où : les informations fournies dans les rapports se limitent au contrôle a posteriori des communes. Pour respecter le nombre de marchés à auditer le consultant a dû accepter d'auditer certains marchés sous-seuil, lui transmis près deux mois après le démarrage de la mission l'audit.

L'autre difficulté rencontrée par l'Auditeur a trait au mauvais classement des dossiers de marchés quasi-généralisé au niveau des Autorités contractantes qui ne pouvait pas permettre d'avancer rapidement dans l'examen des dossiers. Il va sans dire qu'avec le problème de classement, l'Auditeur a constaté des pièces manquantes dans les dossiers de certaines autorités contractantes.

Il sied de préciser également que les Autorités contractantes ont mis beaucoup de temps pour présenter les dossiers de marchés demandés par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

En vertu du contrat, le marché devrait s'étendre sur la période allant du 18 mars au 1er août 2022.

## **II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION**

Conscient du volume important des dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère, et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un Etat de droit, le Gouvernement du Burundi a procédé à une profonde réforme de son système de gestion des Finances publiques. Cette réforme cherche à rationaliser les dépenses publiques et aligner le système de passation des marchés publics sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en se conformant aux directives du COMESA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de la Communauté. Elle comporte ainsi d'importantes innovations en matière des marchés publics par rapport à la réglementation antérieure, en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des procédures au stade de passation des marchés, instaure le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et les organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Plus particulièrement, du point de vue du cadre institutionnel des marchés publics, la République du Burundi s'est dotée depuis 2008 d'un système réformé. Un Code des marchés publics est entré en vigueur en octobre 2008 et révisé en janvier 2018, ainsi que les divers décrets d'application portant création, organisation et fonctionnement de différentes structures constituant le cadre institutionnel de ce système. Parmi celles-ci, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, devenue pleinement fonctionnelle depuis le premier semestre 2009. Les missions de l'ARMP s'articulent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DNCMP) des fonctions de régulation. Parmi ces missions, l'ARMP a l'obligation de faire réaliser, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant, en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et des conventions.

C'est dans ce cadre que l'ARMP entend réaliser l'audit sur les marchés publics relatif aux exercices budgétaires 2018-2019 et 2019-2020 et, pour ce faire, a recruté un bureau spécialisé indépendant pour la réalisation de cette mission.

La présente mission avait pour objet la mise en œuvre de cet audit indépendant annuel pour la vérification des conditions de régularité des procédures de passation et d'exécution des marchés publics et

délégations de service public (le cas échéant), des avenants et des marchés complémentaires conclus au titre des exercices des années 2018-2019 et 2019-2020 sur base d'une liste préalablement établie par l'ARMP.

### **III. OBJECTIFS DE LA MISSION**

Les objectifs principaux sont :

- Mesurer le degré de respect des dispositions et des procédures édictées par le Code des marchés publics et ses textes d'application, tant dans la passation que dans l'exécution des marchés publics ;  
A ce titre, le prestataire de service précisera dans le rapport d'orientation une échelle de notation, en vue de déterminer ce degré de conformité et de déterminer les Autorités Contractantes auditées qui se sont conformées aux procédures ;
- Apprécier l'adéquation et la mise en application des procédures de passation des marchés et des modalités de gestion des contrats au regard des principes d'efficience, d'efficacité et d'économie, pour les dépenses effectuées par les Autorités contractantes (voir liste infra) sur base des processus de passation des marchés.

Les tâches spécifiques du prestataire de services sont :

- Formuler une opinion sur le respect des procédures de passation et d'exécution, telles que prévues par le cadre légal et réglementaire des marchés publics. Une opinion sera fournie pour chaque autorité contractante auditée ;
- Vérifier la mise en application des procédures au regard des principes généraux d'économie, d'efficacité, d'efficience, d'équité et de transparence ;
- Fournir autant que possible une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects technique et économique ;
- Identifier les cas de non-conformité des procédures aux directives du Code des marchés publics et/ou des documents du marché, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des dossiers d'appel d'offres, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, d'attribution à des offres anormalement basses, etc... Pour chacune des Autorités contractantes auditées, le Consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du Code des marchés publics et de ses textes d'application ;
- Formuler une opinion sur les plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur. En ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le Consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ses décisions, pour les marchés sélectionnés ;
- Examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de non objection donnés par la DNCMP ;
- Dégager les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissements par rapport au niveau d'exécution et soulever les irrégularités constatées

- Examiner et évaluer les situations d'attribution des marchés par gré à gré et par entente directe ;
- Examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives), telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur ;
- Formuler des recommandations, tant aux niveaux institutionnel et organisationnel, qu'aux niveaux de la passation et de l'exécution des marchés, pour une amélioration globale du système ;

Cette liste d'activités n'est pas exhaustive et le prestataire de services devra faire appel à son expérience pour proposer toute autre activité pertinente susceptible de contribuer à l'accomplissement satisfaisant des objectifs de la mission. La mission devra être effectuée conformément aux normes internationales reconnues.

Le prestataire de services accordera une importance particulière aux recommandations que lui inspire la revue effectuée au niveau de chaque Autorité contractante. Ces recommandations seront formulées de manière explicite, avec des indications précises sur leur mise en œuvre.

Dans ses recommandations, le prestataire de services donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il y a des indices de fraude et de corruption, afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations qui s'imposent.

#### **IV. RAPPORTS ATTENDUS**

Au terme de la mission d'audit et conformément aux termes de référence, il sera produit les rapports suivants :

- un rapport individuel provisoire est rédigé en langue française sous format physique et électronique modifiable ;
- un rapport individuel définitif en langue française en trois(3) exemplaires, intégrant les observations du Comité de pilotage et des Autorités Contractantes auditées, sous format physique et électronique.

Ces rapports individuels comprendront une analyse approfondie des indicateurs de suivi et de contrôle sous-tendue par une opinion exprimée par le Prestataire de services sur les performances réalisées par les Autorités Contractantes par rapport auxdits indicateurs, intégrant de manière individuelle l'ensemble de ses constats résultant des tâches qu'il aura accomplies.

- un rapport global de synthèse établi sur base des rapports individuels et de la revue documentaire, en langue française, sous format physique et électronique non modifiable, contenant notamment :
  - ✓ l'état du degré de respect des dispositions et des procédures édictées par le Code des marchés publics en vigueur ;
  - ✓ l'appréciation de l'Auditeur sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et des modalités de gestion des contrats au regard des principes d'efficience, d'efficacité et d'économie, pour les dépenses effectuées par les Autorités Contractantes, sur base des processus de passation des marchés ;
  - ✓ une série de recommandations permettant d'identifier les pistes à exploiter pour améliorer le système existant.

Il sied de préciser que le destinataire de tous ces rapports est l'ARMP.

## **V. METHODOLOGIE UTILISEE**

### **5.1. Spécificités de la mission**

La spécificité de la mission tient à la vérification de la mise en application des procédures prévues par le Code des Marchés publics au regard des principes d'économie, d'efficacité, d'efficience, d'équité et de transparence, à la formulation d'une opinion pour chaque Autorité Contractante auditée sur le respect des procédures de passation et d'exécution, telles que prévues par le cadre légal et réglementaire des marchés publics, et à la formulation des recommandations, tant au niveau institutionnel et organisationnel qu'au niveau de la passation et d'exécution des marchés pour une amélioration globale du système.

### **5.2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE**

La mission a commencé par une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'Autorité contractante. Il s'agit notamment de la loi sur les marchés publics de 2018 et des textes d'application en vigueur durant la période sous revue. Toute la documentation utile pour la mission a été présentée de façon détaillée dans le rapport d'orientation. La documentation demandée au Maître de l'ouvrage portait, d'une part sur les textes de référence et, d'autre part sur les documents spécifiques à l'examen de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés.

### **5.3. Elaboration d'un rapport d'orientation**

Avant le démarrage de la mission, conformément aux termes de référence et au contrat de marché, le Consultant a procédé à la préparation d'un rapport d'orientation portant essentiellement sur la compréhension et la présentation de l'approche méthodologique pour l'exécution du marché soumis au maître de l'ouvrage pour appréciation et adoption.

Dans sa conception, cette note s'articulait autour de la méthodologie envisagée pour les contrôles à effectuer au niveau du processus de passation des marchés, de l'exécution des marchés et de la gestion du contentieux.

#### **Au niveau de la passation des marchés, il s'agissait de se rassurer :**

- De l'existence du plan prévisionnel annuel de passation des marchés et de leur inscription sur un même plan ;
- De la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, la démultiplication des procédures de demande de cotation qui peut cacher un fractionnement des marchés ;
- Du respect des règles en matière de revue préalable par la DNCMP des dossiers d'appel à la concurrence. A cette étape, il a été procédé à la revue des avis délivrés par la DNCMP, afin de se rassurer s'ils sont conformes ou non à la réglementation ;
- De l'autorisation préalable de la DNCMP sur les procédures dérogatoires dont les ententes directes (au-delà des autorisations). C'est la question de l'opportunité des ententes directes (ED) qui a été examinée ;

- Du respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (Il fallait déceler toutes les entraves au libre accès à la commande publique et à l'information équilibrée des soumissionnaires) ;
- Du contenu de la clarté et de l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures et à la concurrence, (appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution, identification de tous les critères discriminatoires constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification).

#### **Au niveau de l'exécution des marchés, il s'agissait de vérifier que :**

- Les marchés ont été exécutés conformément au Code des marchés publics de 2018 et de ses textes d'application ;
- Les biens, les services et les travaux ont été livrés dans le respect des textes et des contrats régissant les marchés ;

#### **Au niveau du contentieux**

Il s'agissait de se rassurer que les plaintes soumises à l'Autorité de régulation aient été reçues, traitées dans les délais règlementaires et que la gestion des plaintes ait respecté la législation en vigueur en matière de passation et d'exécution des marchés publics.

Le rapport d'orientation a été préparé et transmis à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics en date du 14 mars 2022 et a été examinée dans une séance de réunion du Comité de pilotage tenue le 16 mars 2022.

Des observations visant à améliorer la note ont été formulées et prises en compte par le Consultant et la dernière version a été transmise au Maître de l'ouvrage le 30 mars 2022 et validé le 08 avril 2022 par correspondance signée par le Directeur Général de l'ARMP Réf. **ARMP/DG/217/J C N D/2022**

#### **5.4. Phases d'intervention**

A ce stade, notre mission a été menée par phases qu'il convient de présenter ci-après.

##### **PHASE N° 1. Réception des documents de travail**

Il s'agit du nombre de marchés à auditer par Autorité Contractante identifiés par le maître de l'ouvrage et des rapports 'activité de la Direction Nationale de contrôle des Marchés Publics

##### **PHASE N° 2 Détermination de l'échantillon des marches à examiner**

Conformément aux termes de référence de la mission, nous allons procéder à la détermination d'un échantillon pour nous faire une opinion d'une part sur le respect des procédures de la gestion des marchés publics, du Code des marchés et de ses textes d'application et d'autre part sur la régularité, l'efficacité et l'efficacité de l'ensemble des opérations.

Cet échantillon était constitué comme suit :

- L'échantillon a été déterminé sur base du nombre de marchés par Autorité Contractante mis à la disposition du prestataire de service par ARMP et devrait être validé par le Comité de pilotage (page 8, point 9 des termes de référence) ;

- L'échantillon a été tiré parmi la liste des marchés initiés en 2018-2019 et 2019-2020 figurant dans les rapports annuels d'activités des exercices précités de la Direction Nationale de Contrôle des marchés publics(DNCMP) reprenant l'ensemble des marchés soumis à son contrôle a priori passés par les Autorités Contractantes, les rapports d'activité de la Commission spécialisée en contrôle a posteriori de la DNCMP des mêmes exercices reprenant tous les marchés non soumis au contrôle a priori(marchés sous seuil)durant la même période, les rapports annuels 2018-2019 et 2019-2020 de l'ARMP ainsi que les textes légaux et règlementaires régissant les marchés publics du Burundi durant la période sous revue.
- L'échantillon devrait contenir au moins 200 dossiers de marchés publics à auditer dont la moitié pour l'exercice budgétaire 2018-2019 et l'autre moitié pour l'exercice budgétaire 2019-2020 à concurrence de 70% des marchés de fournitures, 20% des marchés de travaux et 10% des marchés de service ;
- Parmi les Autorités Contractantes soumises par ARMP au Consultant, celui-ci devrait également choisir 70% des marchés contrôlés à priori par la Direction Nationale de contrôle des Marchés Publics (DNCMP) et 30% des marchés contrôlés à postérieur dont 60% modes ouverts, 10% de marchés ouverts restreints, 10% gré à gré, 10% par entente directe et 10% par demande de cotation.

Si les pourcentages ci-haut exigés ne sont pas atteints pour les types de marchés ou modes de passation, ils devraient être compensés aux différents types de marchés ou de modes de passation à condition que le minimum des marchés à auditer soit atteint.

En définitive, sur 24 Autorités contractantes, seules 22 Autorités Contractantes ont remis les dossiers de marchés pour examen. Ces dossiers sont répartis entre les marchés de fournitures, de travaux et de services. Les détails sont en annexe.

Concernant les marchés sous seuil, la Direction de l'ARMP nous a envoyé 14 Autorités Contractantes ayant passé des marchés sous seuil un peu plus de deux mois après le démarrage de la mission, soit le 30 mai 2022 en vue de la détermination de l'échantillonnage des marchés à auditer. La détermination de l'échantillonnage été effectuée rapidement par le Consultant qui a transmis le rapport au maitre de l'ouvrage le 06 juin 2022.

Précisons que jusqu'à la date de l'élaboration du rapport provisoire aucun de dossier de marchés contrôlés à postérieur n'était pas encore remis à l'auditeur.

**PHASE N° 3 : Collecte par l'ARMP de l'ensemble des dossiers et des documents** requis par le prestataire de services et centralisation au niveau de l'ARMP

Cette action est de la responsabilité de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

**PHASE N° 4 : Analyse, dans les locaux de l'ARMP des dossiers mis a sa disposition**

Cette phase consistait à examiner les procédures de planification et d'attribution des marchés

## **VI. PROCEDURES DE PLANIFICATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES**

### **6.1. Planification de la passation**

- **Existence d'un plan prévisionnel annuel de passation**

Sous ce point, nous avons vérifié si les marchés passés sont préalablement inscrits sur les plans prévisionnels annuels de passation des marchés des Autorités contractantes et s'ils sont cohérents avec les crédits budgétaires.

## **6.2. Gestion de l'attribution des marchés**

En vue de l'exécution de la mission d'audit, l'Auditeur s'est référé au Code des Marchés Publics burundais et à ses textes d'application en vigueur durant la période sous audit.

Le contrôle a porté sur les aspects repris ci-après :

- **Dossier d'appel d'offres**

L'Auditeur s'est rassuré que tous les éléments constitutifs d'un dossier d'appel d'offres figurent dans ce dernier, suivant les types de procédures, et que le dossier d'appel d'offres a été soumis au contrôle de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics avant sa publication (cas de marchés soumis au contrôle a priori).

- **Avis de passation des marchés**

La mission d'audit a vérifié si les Autorités contractantes ont fait publier l'avis d'appel d'offres ou ont consulté des fournisseurs suivant les types de procédures conformes aux dispositions du Code des Marchés Publics

- **Ouverture des offres**

La mission d'audit s'est rassurée du respect des conditions contenues dans le dossier d'appel d'offres et des dispositions du Code des Marchés Publics (commission d'ouverture, délais, rapport...)

- **Analyse des offres techniques et financières**

La mission s'est rassurée du respect des conditions techniques et financières contenues dans l'avis d'appel d'offres (commission, règlement particulier d'appel d'offres, cahiers normes techniques, prix, ...) et de la conformité aux textes légaux et réglementaires régissant les marchés.

La mission d'audit a mené également les actions suivantes :

- Vérification de la conformité des informations consignées dans le procès-verbal ou le rapport d'évaluation des offres avec le contenu des offres ;
- Vérification de la conformité de l'évaluation, notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation du soumissionnaire à travers les critères de qualification ;
- Vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAO ;
- Contrôle de l'application des critères de correction des offres financières ;
- Contrôle de la réalité économique des prix proposés dans le cadre des ententes directes, des consultations restreintes et des demandes de cotation ;
- Contrôle de l'existence des soumissionnaires pour identifier d'éventuelles collusions ou de conflits d'intérêts ;

- **Attribution du contrat.**

La mission d'audit a procédé également à la vérification des pièces constitutives du marché, l'approbation des marchés par des signatures autorisées, la notification du marché, l'information des soumissionnaires non retenus etc....

Les contrôles suivants ont été également effectués :

- Vérification du contenu des procès-verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire) ;
- Vérification du contenu des lettres de notification et celles de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DNCMP si requis) ;
- Vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis ;
- Vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations ;
- Appréciation de la gestion des recours par l'Autorité contractante et par l'ARMP ;
- Vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DNCMP).

### **6.3. Gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratif, financier et physique**

Les diligences ci-après ont été mises en œuvre :

- Vérification du respect des délais de notification des marchés au regard de ceux qui sont prévus par les textes légaux ;
- Vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAO et de leur durée de validité ;
- Vérification de la conformité des formes des garanties aux dispositions réglementaires ;
- Vérification du non-paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif ;
- Vérification des pièces constitutives des contrats, du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application de pénalités prévues par la loi ;
- Vérification des avenants éventuels et leur conformité ;
- Vérification de la gestion d'éventuels litiges ;
- Évaluation de l'efficacité du suivi de l'exécution par les Fonctionnaires-dirigeants ou les bureaux de surveillance (approbation des décomptes, rapports périodique...) ;
- Vérification de l'existence des procès-verbaux de réception des marchés et de la commission de réception ;
- Vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution, retenue de garantie et garantie décennale) ;
- Vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **VII. VISITES DE TERRAIN**

En vue d'apprécier l'existence et la qualité des travaux ou des fournitures et de faire une meilleure compréhension des dossiers, une visite de terrain a été organisée là où c'était jugé nécessaire.

## **VIII. EXAMEN APPROFONDI ET DETAILLE DES MARCHES PASSES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE**

Pour l'atteinte des objectifs de la mission, le Cabinet BCPA INTERNATIONAL a organisé un examen approfondi des marchés passés par l'Autorité contractante. Cette démarche est conçue dans l'optique d'examiner tous les aspects en rapport avec le processus de passation et d'exécution des marchés, au regard des textes légaux et réglementaires et de tirer des conclusions sur le respect ou non des dispositions régissant les marchés publics.

Dans cette optique, sur base des dossiers de marchés passés par l'Autorité contractante, le prestataire de service a préparé un tableau en quatre colonnes :

- La première colonne contient les articles de référence tirés du Code des Marchés Publics de 2018 et des textes réglementaires d'application que sont les décrets et les ordonnances ;
- La deuxième colonne comprend les critères de vérification qui se réfèrent aux dispositions des textes précités ;
- La troisième colonne a été réservée au constat de l'Auditeur au regard des dispositions des textes légaux et réglementaires ;
- La dernière colonne a été réservée aux commentaires de l'audit qui est l'Autorité contractante par rapport aux conclusions de l'Auditeur sur chaque marché.

Autrement dit, il s'agit de confirmer ou d'infirmer le constat de l'Auditeur, dans l'esprit des dispositions des textes précités.

Enfin des observations d'ordre général sur la passation et l'exécution des différents marchés, suivies de recommandations, ont été formulées par l'Auditeur, exercice par exercice (2018-2019 et 2019-2020), en laissant encore une fois à l'Autorité contractante la possibilité de faire ses commentaires par rapport aux conclusions de l'Auditeur.

Au regard des commentaires de l'audit, l'Auditeur a exprimé son opinion, en plus des constats détaillés initialement formulés dans le rapport provisoire, à l'avant dernière colonne au niveau de chaque marché sur lequel l'Autorité Contractante a émis ses observations.

## **A. EXERCICE 2018-2019**

## A.1. MARCHÉ DE FOURNITURE DNCMP/87/F/2018-2019

AUDIT DES MARCHÉS PUBLICS POUR L'EXERCICE 2018-2019 : N°DNCMP/87/F/2018-2019

BAILLEUR : ONPR ; TITULAIRE : TOYOTA BURUNDI ; OBJET DU MARCHÉ : FOURNITURE DE DEUX (2) CAMIONNETTES DOUBLE CABINE

TROPICALISÉE MAIS DE 3 CAMIONNETTES DE MÊME MARQUE APRÈS LA RELANCE. ; MONTANT DU MARCHÉ :

313 290 000 BIF TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE RÉFÉRENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITÈRE DE VÉRIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé.	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Le PPM a été validé par la non objection de la DNCMP N°540.5/485/CSO/2019 du 20/02/2019. Aucun document n'atteste qu'il a été publié.	
3	44 & 45	Vérifier l'avis Général d'Appel d'Offres.  Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document n'indique qu'il y a eu une publication de l'avis général d'Appel d'Offres.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	La non objection sur le DAO n'est pas remis.	
N°	TEXTES DE RÉFÉRENCE	CRITÈRE DE VÉRIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE

	(Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)			
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	Le DAO a été remis. Il a été publié dans le journal le Renouveau le 26/10/2018 et le 29/10/2018. Le marché a été relancé. Le DAO relancé a été remis et publié le 18/01/2019 dans le renouveau, la date inscrite dans le DAO est le 16/01/2019 pour trois camionnettes au lieu de 2.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai de publication du DAO et de réception des offres est de 20 jours. Le délai de publication et de réception des offres après la relance est de 21 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	<b>2 Candidats :</b> La liste des présences à l'ouverture : 1. MACERI François de la société BONAUTO ; 2. NTIHINDA Alain : de la société TOYOTA BURUNDI ; Et les 5 membres de la sous-commission d'ouverture à savoir : 1. NIYOMWUNGERE Josée : présidente ; 2. SINDIHEBURA Anicet : membre ; 3. NSENGIYUMVA François : membre ; 4. NIYOBUHUNGIRO Alexandre : membre ; 5. MIBURO Suzanne : membre.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			<p>La liste des présences après la relance : NDIKUMANA Eddy : de TOYOTA BURUNDI ; Avec les membres de la Sous-Commission : 1. NAHIMANA Emmanuel : Président ; 2. MUTESI Jean Paul : membre ; 3. BARUTWANAYO Michel : membre ; 4. NININHAZWE Claudine : membre ; 5. KANEZA Belyse : membre.</p> <p>Le procès-verbal d'ouverture a été établi, le 15/11/2018.</p> <p>Après la relance la sous-commission d'ouverture est composée de 5 membres.</p> <p>Le PV d'ouverture a été établi le 06/02/2019.</p>	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	<p>La sous-commission d'analyse est composée de 4 membres.</p> <p>Après la relance, la sous-commission d'analyse est composée de 5 personnes.</p>	
12	182	Examen d'analyse des offres	<p>Le procès-verbal d'analyse a été établi le 20/11/2018.</p> <p>Le procès-verbal d'analyse des offres après la relance a été établi le 7/02/2019.</p>	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accordé à l'analyse des offres : 1 jour.	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	<p>Le procès-verbal d'attribution a été établi le 26/11/2018.</p> <p>La sous-commission d'attribution est confondue avec la commission de passation.</p> <p>Après la relance, le PV d'attribution provisoire a été établi le 08/02/2019.</p>	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de l'ANO au PV d'analyse et à l'attribution provisoire a été adressée à la DNCMP le 26/11/2018. La demande de l'ANO au PV d'analyse et à l'attribution provisoire après la relance n'a pas été remise.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	<p>La DNCMP a émis une objection à l'attribution du marché à l'autorité contractante le 29/11/2018 par correspondance n°540.5/4545/CSF/2018 pour cause de prix unitaire exorbitant comparativement aux prix des autres camionnettes livrées aux autres autorités contractantes.</p> <p>Comme dans le marché DNCMP/207/F/2018 de fourniture de 10 camionnettes Hullux 4x4 tropicalisée au Ministère des Transports, des Travaux Publics, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire.</p> <p>La DNCMP a proposé la relance.</p> <p>L'ONPR a demandé une non objection à la relance de ce marché le 18/09/2019 mais cette fois pour la fourniture de 3 camionnettes et non de 2 camionnettes objet du marché initial.</p> <p>La DNCMP a émis une non objection à la relance le 3/10/2019.</p> <p>L'ONPR a adressé une demande de dérogation de passer ce marché de fourniture de 3 camionnettes au Ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique.</p> <p>La dérogation n'a pas été accordée.</p> <p>Après la relance, le PV d'analyse des offres et d'attribution provisoire ont été validés par la non.</p>	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			objection de la DNCMP du 26/02/2019 par la correspondance N°540.5/551/CSF/2019	
17	206	Date et support de notification provisoires	Aucun document attestant qu'il y a eu de la notification provisoire n'a été remis.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document remis n'atteste l'existence et la date de la publication de l'attribution définitive.	
19	207 ; 206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Aucun document informant les soumissionnaires non retenus ne nous a été remis.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Il n'y a pas eu de recours.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours, pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	Une lettre de commande N° ONPR/DG/109/2019 DU 01/03/2019 a été établie par l'autorité contractante.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	L'attributaire est la société TOYOTA BURUNDI	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	La date de signature de l'attributaire est le 05/03/2019.	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	La date de signature du représentant de l'autorité contractante est le 01/03/2019.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	La date d'approbation du marché par l'autorité hiérarchique est le 18/03/2019.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification du contrat à l'attributaire est le 01/03/2019.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 05/03/2019.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Le document attestant que l'avis d'attribution définitive a été publié n'a pas été remis.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 313 290 000 BIF TVAC. Le montant prévisionnel est le 313 290 000 BIF.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	Une garantie de bonne exécution de 5% a été constituée.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)	Aucune autre forme de garantie n'a été signalée.	
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai de livraison est de 30 jours. Le lieu de livraison c'est à l'ONPR.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception n'a pas été remis.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Rien n'atteste que les délais contractuels ont été respectés parce que le procès-verbal de réception n'a pas été remis.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Le paiement devrait avoir lieu après la réception des camionnettes, matérialisée par un PV de réception signée par les deux parties. Le PV de réception est absent. Le dossier est incomplet.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Aucun document n'indique qu'il y a eu d'avenant.	

## **B. EXERCICE 2019-2020**

## B.1. MARCHÉ DE FOURNITURE DNCMP/73/F/2019-2020

AUDIT DES MARCHÉS PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DNCMP/52/F/2019-2020

BAILLEUR : ONPR

TITULAIRE : LA SOCIÉTÉ LCTEL ; OBJET DU MARCHÉ : FOURNITURE DU MATÉRIEL DE BUREAU ET D'ENTRETIEN A L'ONPR ; MONTANT DU MARCHÉ : 34 052 204 TVAC ; MODE DE PASSATION : OUVERT

N°	TEXTES DE RÉFÉRENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITÈRE DE VÉRIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCMP et leur publicité	Le PPPM a été validé par la DNCMP par sa lettre de non objection du 26/7/2019. Il n'y a aucun support attestant que le PPPM a été publié.	
3	44 & 45	Vérifier l'avis Général d'Appels d'Offres. Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document n'atteste qu'il y a eu une publication de l'avis général d'Appels d'Offres.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	La non objection sur le DAO n'est pas remis.	
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 13/09/2019, dans le Renouveau. Et le 16/09/2019 au site web des marchés publics.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai de publication et de réception des offres est de 19 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	5 candidats, Liste à l'ouverture des offres : 1. NIYONKURU Joseph : de SO.T.M; 2. ; KANKINDI Aline : de FOMABU ; 3. NTWARI Kevin : de ALI COMPANYY ; 4. NISHIMWE Sika : de LCTEC ; 5. NDIZEYE Patrick : de ECCODI.  En présence de la sous-commission d'ouverture composée de 5 membres : 1. SINDAHEBURA Anicet ; Président ; 2. BARANDARIYE Pascal ; 3. NTAKARUTIMANA Dallie ; 4. MUTESI Jean Paul ; 5. KANEZA Belyse. Le procès-verbal d'ouverture a été établi 02/10/2019.	
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	Le minimum de membres de la sous-commission d'analyse doit être de 5 membres.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
			Dans ce marché la sous-commission d'analyse des offres est composée de 5 membres. Ce qui est normal.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le procès-verbal d'analyse a été établi le 04/10/2019.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accordé à l'analyse des offres est de 2 jours.	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 08//10/2019.	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de non objection a été adressée à la DNCMP le 11/10/2019. ; L'ANO a été émise par la DNCMP le 18 /10/2019.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le procès-verbal d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire ont été validés par la non objection du 18 /10/2019. Aucun document n'indique que la publication de l'attribution provisoire sur le site web des marchés publics a été faite.	
17	206	Date et support de notification provisoires	Le document de notification provisoire n'a pas été remis.	
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant la publication de l'attribution définitive n'a été remis.	
19	207 ; 206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Les soumissionnaires non retenus ont été informés le 29/10/2019. .	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	Il n'y a pas eu de recours.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	Pas de recours, pas de délai de décision	
22	245, 1	Numéro de contrat	Le numéro de la lettre de commande ONPR/643/2019	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	L'attributaire est la Société LCTEL	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	L'attributaire a signé le 07/11/2019	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	Le représentant de l'autorité contractante a signé le 07/11/2019.	
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	L'autorité compétente a approuvé le marché le 08/11/2019.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification de la lettre de marché est le 07/11/2019.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 07/11/2019	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis d'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 34 052 204 BIF TVAC. Le montant prévisionnel est de 43 362 281 BIF.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution est fixée à 5% du montant total du marché.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à	Aucune autre forme de garantie n'a été fixée.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
		la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)		
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai de livraison et de 10 jours calendaires ; Le lieu de livraison c'est à l'ONPR à partir de la notification définitive du marché.	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception a été établi le 26/11/2019.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Le délai a été respecté.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Paiement à la réception du matériel et après signature du procès-verbal de réception.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Il n'y a pas eu d'avenant.	

**B.2. MARCHE DNCMP/243/F/2019-2020**

**AUDIT DES MARCHES PUBLICS POUR L'EXERCICE 2019-2020 : DAO N° DNCMP/243/F/2018-2019**

**BAILLEUR : ONPR**

**TITULAIRE : LA SOCIETE VAN CAR SERVICE**

**FOURNITURE DE 3 CAMIONNETTES DOUBLE CABINE 4X4 DIESEL TROPICALISEE A L'ONPR; MONTANT DU MARCHE : 298 492 800 BIF TVAC ;**

**MODE DE PASSATION : RESTREINT**

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
1	40	Détail sur le plan prévisionnel de passation de marchés	Le PPPM est détaillé	
2	41	Vérifier la validation du PPPM par la DNCM et leur publicité	Le PPPM a été validé par la DNCMP par sa lettre de non objection du 26/07/2019. Aucun document n'atteste sa publication.	
3	44 &45	Vérifier l'avis Général d'appel d'offres..  Les autorités contractantes en assurent la publicité dans le journal des marchés publics ou dans un journal à grande diffusion nationale et/ou internationale, ainsi que sur le site web des marchés publics.	Aucun document n'atteste qu'il y a eu une publication de l'avis général d'Appels d'Offres.	
4	22	Revue a priori ou a posteriori	Le marché a été contrôlé a priori par la DNCMP.	
5	22.1,	Non objection sur les projets de DAO (si contrôle a priori) (préciser la date)	L'ONPR a adressé une demande de non objection au projet du DAO pour passer un marché à consultation restreinte le 14/02/2020. La non objection à la passation de ce marché a été transmise par la DNCMP en date du 19/02/2020.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
6	138	Publication de l'Avis d'appel d'offres (Date et support)	L'avis d'appel d'offre a été publié le 26/02/2020 dans le Renouveau et au site web des marchés publics le même jour : le 26/02/2020.	
7	130	Nombre de candidats ayant acheté le DAO (contrôler la liste d'achat)	Il n'y a pas de document indiquant le nombre de candidats ayant acheté le DAO.	
8	142	Délai de publication des appels et de réception des offres	Le délai de publication de l'appel et de l'ouverture des offres est de 18 jours.	
9	169	Contrôle de garantie des offres	La garantie des offres a été contrôlée.	
10	178 à 179	Nombre de candidats, Liste de présence à l'ouverture des offres, Existence d'une commission d'ouverture des offres, Procès-verbal d'ouverture des offres	3.candidats. Liste des présences à l'ouverture : 1. BARANDARIYE Pascal : président ; 2. BIROMO Bernard ; 3. NIRERA Tharcisse ; 4. NININHAZWE Goreth ; 5. KANEZA Evelyne. Tous ces 4 sont membres. 6. MUGISHA Fabrice : de VAN CAR SERVICE CENTER ; 7. NIJIMBERE Thierry: de MNP/LOCAL DEVELOPMENT; 8. NIYOMBABAZI Emery: de THITRA. La sous-commission d'ouverture est composée de 5 membres. Le procès-verbal d'ouverture a été établi le 16/02/2020.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
11	182	Existence de la sous-commission d'analyse des offres et sa composition	La sous-commission d'analyse des offres doit être composée au minimum de 5 membres. Dans ce marché elle est composée de 4 membres.	
12	182	Examen d'analyse des offres	Le procès-verbal d'analyse des offres a été établi le 17/03/2020.	
13	182	Délai accordé à l'analyse des offres	Le délai accordé à l'analyse des offres est d'1 jour.	
14	203	Existence et date du PV d'attribution provisoire	Le procès-verbal d'attribution provisoire a été établi le 19/03/2020. La non objection à l'attribution provisoire a été émise par la DNCMP le 30/03/2019 par lettre n°540.5/798/CSF/2020.	
15	37 Décret n°100/120	Date de demande de l'ANO sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire.	La demande de non objection sur les PV d'analyse et d'attribution provisoire a été adressée à la DNCMP le 20/03/2020.	
16	204	Validation du PV d'attribution provisoire et sa publicité dans un journal ou sur le site WEB des marchés public	Le PV d'attribution provisoire a été valide par la non objection de la DNCMP du 27//03/2020. Aucun document n'indique sa publication sur le site web des marches publics ou dans un journal.	
17	206	Date et support de notification provisoires	La notification provisoire a été adressée à l'attributaire le 30/03/2020. Par correspondance n°ONPR/DG/148/2020.	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
18	224	Date de la publication d'attribution définitive	Aucun document attestant la publication de la notification définitive n'a été remis.	
19	207 ; 206	Information des soumissionnaires non retenus (date et support)	Les soumissionnaires non retenus ont été informés le 30/03/2020.	
20	338 340, 342	Recours exercés par les soumissionnaires non retenus	En date du 29/07/2020, l'Autorité Contractante a adressé à l'attributaire une correspondance pour lui demander de respecter le DAO dans la livraison des 3 camionnettes objet du marché. En date du 30/07/2020, l'attributaire répond que la livraison est conforme à la commande. En date du 03/08/2020, la même Autorité Contractante s'est adressée à l'ARMP pour lui demander d'intervenir pour que l'attributaire puisse se conformer au DAO dans l'exécution du marché.	
21	341	Délais de décision de l'Autorité contractante en cas de recours	L'attributaire n'a pas pris de décision. L'ARMP a dû intervenir dans la séance du 26/08/2020 pour un arrangement à l'amiable.	
22	245, 1	Numéro de contrat	.la lettre de commande ONPR/ DG/154/2020 du 03/04/2020.	
23	245, 3	Identité de l'attributaire	L'attributaire est la société VAN CAR SERVICE	
24	215	Date de signature par l'attributaire (c)	La date de signature de l'attributaire est le 03/04/2020	
25	208, 215	Date de signature par le représentant de l'Autorité contractante	La date de signature du représentant de l'autorité contractante est le 03//04/2020	

N°	TEXTES DE REFERENCE (Codes des Marchés Publics Décret et Ord. y relatives, article :)	CRITERE DE VERIFICATION	CONSTATATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUDITE
26	217, 1	Date d'approbation du marché par l'autorité compétente (tenir compte de la durée de validité de l'offre (a))	La date d'approbation du marché par l'autorité compétente est le 03/04/2020.	
27	221, 222	Date de notification du contrat (date de réception par le titulaire)	La date de notification de la lettre de marché est le 07/04/2020.	
28	223	Date entrée en vigueur	La date d'entrée en vigueur est le 07/04/2020.	
29	224	Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Aucun document n'atteste que l'avis de l'attribution définitive a été publié.	
30	245, 8	Montant du marché (BIF) (comparer avec le montant prévisionnel)	Le montant du marché est de 298 492 800 BIF TVAC. Le montant prévisionnel 350 000 000 BIF.	
31	256, 257, 258, 259	Garantie de bonne exécution	La garantie de bonne exécution a été fixe à 5% du montant total du marché.	
32	255, 261	Autres garanties (Remboursement d'avance de démarrage, remboursement de l'avance à la commande, acomptes sur approvisionnements, retenue de garantie)	Un remboursement de la garantie sur l'avance de démarrage de 30% du montant du marché a été effectué à 100% comme convenu.	
33	245, 10	Le délai et le lieu de livraison contractuelle (d'exécution)	Le délai d'exécution est de 90 jours calendaire à partir de la notification définitive du marché. Le lieu de livraison est à l'ONPR	
34	335	Date et support de livraison définitive (PV de réception définitive)	Le procès-verbal de réception définitive a été établi le 15/07/2020 en présence d'un observateur de la DNCMP.	
35	270	Respect des délais contractuels (pénalités)	Les délais ont été respectés.	
36	245, 15	Modalité de règlement	Le paiement s'est effectué par virement bancaire au compte du fournisseur suivant la présentation de la facture et le procès-verbal de réception signé par les deux parties au contrat.	
37	298, 299	Signature d'avenant	Aucun document n'indique qu'il y a eu d'avenant.	

## IX. OBSERVATIONS DE L'AUDITEUR SUR LES CONSTATS DEGAGES

L'Auditeur a constaté que d'une façon générale, les dossiers de marchés transmis sont incomplets et mal classés. Certaines dispositions du Code des Marchés Publics et ceux de ses textes d'application n'ont pas été respectées.

Au regard de l'insuffisance des documents contenus dans les dossiers de marché analysés et transmis au Consultant, ces derniers ne garantissent ni l'efficacité, ni l'efficience, ni l'économie, ni l'équité, ni la transparence des procédures de passation des marchés.

Ci-après les principales insuffisances relevées :

- Absence de publication du Plan de passation de marchés dans un journal officiel ;
- Absence du DAO ;
- Absence d'avis de non objection de la DCMP sur le projet de DAO ;
- Absence de publication des résultats de l'Appel d'offres ;
- Absence de publication de l'avis d'attribution définitive ;
- Absence de signature sur certaines lettres de marché par l'Autorité Contractante, de l'attributaire et de l'Autorité compétente.

## X. OBSERVATIONS DE L'AUDITE

L'Autorité Contractante n'a pas donné ses observations.

## XI. RECOMMANDATIONS

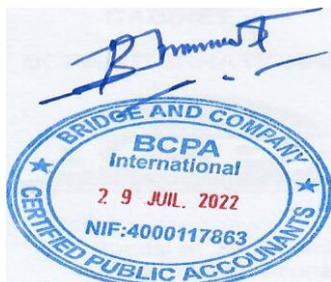
L'Auditeur recommande à l'Autorité contractante de :

- Bien conserver tous les documents du marché du plan prévisionnel de passation de marché à la réception définitive ;
- Respecter les dispositions du Code des Marchés Publics, ainsi que ses textes d'application.

## XII. CONCLUSION

L'Audité n'a pas fait de commentaires sur le rapport provisoire l'Auditeur maintient ses constatations

L'Auditeur estime que pour les exercices audités, la mise en application des dispositions et procédures édictées par le Code des marchés publics et ses textes d'application dans la passation des marchés sont bien suivis



Fait à Bujumbura, le 29/07/2022  
Ronald BASITA

LE COORDONNATEUR REGIONAL

BCPA INTERNATIONAL